

*Budget—M. Towers*

que de la part du gouvernement pourraient alléger cette situation. Nous avons des problèmes de transport à l'heure actuelle, et il n'est pas trop tôt pour commencer à les résoudre. Plus vite le ministre s'attaquera aux coûts élevés du transport, arrêtera de parler de régionalisme qu'il remplacera par des politiques d'expansion, plus vite tous les Canadiens en retireront des avantages.

Permettez-moi de vous citer un discours prononcé à l'Assemblée législative par le ministre de l'Agriculture de l'Alberta, M. Hugh Horner, le 9 novembre 1972:

C'est notre intention de continuer, comme par le passé, en tant que gouvernement, de faire pression sur le ministère fédéral des Transports au sujet du port de Vancouver, des installations de déchargement de conteneurs à Roberts Bank et, tout particulièrement, de pousser le ministre à prendre des mesures pour aménager le port de Prince Rupert de telle sorte qu'on y dispose d'entrepôts considérables et d'installations importantes pour le déchargement. Certainement, par rapport à nos débouchés en Orient, Prince Rupert en est considérablement plus près, d'une journée en mer, que le port de Vancouver.

Je pense que les premiers ministres de la Saskatchewan et du Manitoba appuieront cette déclaration. Étant donné cette situation, ne diriez-vous pas qu'une tâche toute prête attend le ministre des Transports et le ministre des Finances?

Je suis certain que, d'une façon ou d'une autre, les transports ont des retentissements sur le bien-être de tous les Canadiens. A Red Deer, comme dans toutes les villes, villages et hameaux de notre beau pays, le coût des produits d'alimentation est influencé dans une certaine mesure par les transports. Le ministre des Transports a un rôle important à jouer et je ne saurais qu'espérer qu'il se montrera à la hauteur de ses responsabilités. Cependant, tout d'abord, il doit cesser de parler du régionalisme et d'envisager les choses sous cet angle. Le ministre ne comprend-il pas qu'une économie agricole nationale saine est nécessaire pour les Canadiens en général, et en particulier pour bien des affamés du monde entier?

Les emplois et la subsistance d'un grand nombre de Canadiens dépendent de l'agriculture, non pas simplement comme industrie primaire, mais aussi comme englobant une population active qui dépense plus de 3 milliards de dollars par année pour les biens et les services. De 20 à 25 p. 100 de la valeur brute des expéditions des industries manufacturières au Canada consiste en matière premières provenant du domaine agricole. De plus, 35 p. 100 des marchandises expédiées par la voie maritime du Saint-Laurent provient de l'agriculture, de même qu'entre 20 p. 100 et 25 p. 100 des recettes de nos chemins de fer. Aucune autre industrie de ce pays crée autant d'emplois que l'agriculture.

Environ 35 p. 100 de la production agricole canadienne s'en remet aux exportations pour ses débouchés; et je veux vous signaler que jusqu'à 75 p. 100 de la production des Prairies a été vendue hors des provinces des Prairies. Nous devons reconnaître la valeur de cet avantage pour les affamés du monde entier. Voici le rôle que le Canada peut jouer pour résoudre les problèmes du monde, particulièrement lorsque les deux tiers de sa population restent, chaque soir, sur leur faim.

N'oublions pas non plus que l'on a besoin du revenu provenant de la vente de nos produits agricoles. Actuellement, l'agriculture apporte deux milliards de dollars par an grâce aux exportations et ceci doit certainement avoir un effet bénéfique sur notre balance des paiements. L'un des aspects les plus importants de ce genre d'entreprise c'est qu'il ne s'agit pas de produits irremplaçables, comme par exemple notre richesse minérale. Avec une aide

appropriée et une meilleure gestion agricole, je suis convaincu que l'agriculteur canadien doublera ou même triplera sa production s'il n'a pas à lutter en même temps contre le mauvais temps, des coûts élevés de production et par dessus tout, un gouvernement fédéral qui passe sans cesse d'une crise à l'autre.

En fait, monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel depuis quelque temps a même oublié d'agir; et maintenant, les crises sont si nombreuses qu'il ne sait plus que faire, il semble ne plus avoir de réaction. Après avoir écouté le budget je n'ai pas encore pu décider si le ministre des Finances revient sur le budget du 8 mai dernier ou s'il a changé complètement de direction et s'engage maintenant dans la voie opposée. En attendant, c'est le peuple qui en pâtit.

De toute évidence, la confusion est totale parmi les ministres du cabinet fédéral quant aux lignes de conduite à suivre. Le ministre responsable de la Commission canadienne du blé, alors qu'il expliquait la méthode d'attribution de l'argent disponible aux producteurs de grain selon la méthode du double prix, en demandant au producteur de décider quelle méthode il préférerait, selon la superficie ou selon le nombre de boisseaux, déclarait:

Le détenteur du permis doit peser soigneusement le risque de causer peut-être une surproduction de blé en choisissant la méthode fondée sur le nombre de boisseaux.

Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), parlant à la Chambre a dit:

C'est à dessein que je demande aux producteurs de grain de l'Ouest de produire tout le blé possible, compte tenu de tout ce que cela signifie.

Y a-t-il un doute sur la raison qui a poussé le ministre de l'Agriculture de l'Alberta à demander aux députés albertains de présenter ces deux ministres fédéraux?

Un autre secteur essentiel où, selon moi, le gouvernement renie sa responsabilité est celui de la promotion des produits canadiens à l'étranger. Oh, oui, monsieur l'Orateur, nous entendons ceux qui ne sont pas des conservateurs progressistes tempêter à propos du régime Diefenbaker, mais laissez-moi leur dire que jamais une mission commerciale n'a remporté un succès comparable à celui du député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) lorsqu'il était ministre de l'Agriculture et qu'il a réalisé les premières grosses ventes de blé à la Chine communiste. C'est aussi au cours de cette législature que le ministre du Commerce à l'époque, le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees), qui est encore parmi nous, a fait preuve d'initiative en rappelant au pays tous nos délégués commerciaux pour leur montrer ce que le Canada avait à vendre, puis leur a dit de repartir et de faire leur travail. Voilà ce qui manque aujourd'hui à l'industrie canadienne, un ministre plein d'initiative, capable d'inspirer des ventes, de faire preuve de leadership.

Comme les gouvernements provinciaux se lassent d'attendre que le gouvernement fédéral assume ses responsabilités, ils prennent sur eux d'aller faire des ventes à l'étranger. Une délégation de l'Alberta s'est rendue au Japon afin d'y chercher un marché pour les produits de sa province. Le Manitoba a récemment vendu du porc au Japon. Les gens sont heureux que les dirigeants de ces provinces assument la responsabilité d'agir devant le refus du gouvernement fédéral de prendre l'initiative d'aller vendre à l'extérieur les produits que le Canada peut offrir. Il est toutefois très dangereux que chaque province fasse ses propres ventes puisque nous encouragerions ainsi la balkanisation accrue de notre pays. De plus, les acheteurs ont la chance de trafiquer d'une province à